



Peinture de Robert Whitehead — "The United States Senate, A.D. 1850"

Lors d'un discours au Sénat, le sénateur Henry Clay expose le contenu du futur compromis de 1850

Par Gérard Hawkins

En 1787, lors d'une convention nationale, le président James Madison conclut son discours en ces termes : *De manière générale, le danger qui guette notre gouvernement réside dans les grandes discussions qui portent sur les intérêts du Sud et du Nord de notre continent. L'institution esclavagiste et ses conséquences constituent désormais le sujet prédominant des différents débats entre nos politiciens.*¹ Il avait parfaitement compris que depuis l'avènement de la république américaine, la polémique de l'esclavage constituait un obstacle majeur à l'unité politique de la jeune nation et une menace latente pour l'existence même de l'Union. Bien auparavant, les Pères Fondateurs de la nation américaine s'étaient rendu compte de l'écueil que représentait ce sujet explosif pour la formation et le maintien d'une unité nationale. Par conséquent, ils avaient sagement décidé d'exclure l'*institution particulière* du débat politique et, à l'exception du commerce des esclaves africains, ils dénièrent au Congrès le pouvoir de trancher la question de l'esclavage.

LE COMPROMIS DU MISSOURI DE 1820

Comme l'avait prédit Madison, dès la fin du XVIII^e siècle, les discours, les débats et autres conventions commencent à se focaliser sur le problème empoisonné de l'esclavage. Les membres de la convention constituante de 1787 n'avaient pas envisagé les partis

¹ Forner E., *Slavery and Politics*, p. 85.

politiques, mais ceux-ci apparaissent avec l'expansion de l'électorat. Dès le début du XIX^e siècle, deux factions, le parti démocrate et le parti whig dominent la scène politique des Etats-Unis. Leurs désaccords sur l'esclavage se transforment rapidement en des prises de position qui s'enveniment puis se radicalisent. L'ampleur de ces querelles devient telle que les divergences d'opinion politique ne peuvent demeurer plus longtemps sous silence. En effet, en février 1819, James Tallmadge, le député new-yorkais à la Chambre des représentants, introduit un amendement à la loi qui autorise le territoire du Missouri à établir une constitution avant d'être admis comme Etat dans l'Union. Tallmadge préconise d'interdire l'apport de nouveaux esclaves dans le Missouri et recommande une émancipation graduelle de ceux qui y vivent.

Cette proposition fait l'effet d'une bombe qui ébranle le Congrès jusque dans ses fondements dans la mesure où la question de l'esclavage lui est ouvertement posée pour la toute première fois. Après de longs et tumultueux débats entre délégués du Nord et du Sud, la Chambre vote finalement en faveur de la motion, mais le Sénat refuse obstinément de se prononcer et l'ajournement du Congrès clôture les débats. Ce n'est qu'en 1820 que cette affaire connaît son dénouement grâce à l'habileté du président de la Chambre, Henry Clay, qui fait voter le compromis du Missouri. Ce dernier assure l'admission du Missouri dans l'Union en tant qu'Etat esclavagiste. En revanche, il abolit la servitude dans l'immense territoire cédé par la France lors du *Louisiana Purchase*², c'est à dire au-delà de la latitude de 36°30'. Les dissensions qui étaient apparues au sein du gouvernement lors de l'élaboration de ce compromis avaient fait planer le spectre de la désunion et avaient révélé que le terrain politique était miné. Les politiciens les plus perspicaces, tels que John Quincy Adams, Andrew Taylor, Martin Van Buren, l'architecte du parti démocrate, ou encore Thomas Jefferson l'avaient bien compris. Ce dernier écrivit dans sa demeure de Monticello : *Cette question capitale me réveilla et me remplit de terreur comme une boule de feu dans la nuit. Je vis tout de suite qu'elle sonnait le glas de l'Union. Elle est certes étouffée pour l'instant, mais ce n'est qu'un sursis, pas la sentence finale.*³ Si le compromis était parvenu à maintenir un fragile équilibre entre Etats libres et esclavagistes, en définitive, il ne réglait rien. Il eut néanmoins le mérite de calmer les esprits échauffés et, pendant les deux décennies à venir, de postposer l'irréparable conflit dû à l'*institution particulière*.

L'ESCLAVAGE, UN MAL ENDEMIQUE

La controverse du compromis du Missouri ne met pourtant pas fin aux divergences politiques et économiques de la nation, loin de là. Envieux des plantureux bénéfices qu'amassaient les hommes d'affaires nordistes en commercialisant leurs récoltes de coton, les Sudistes imputent la stagnation de leur propre région aux progrès du Nord. Quant aux Yankees, ils estiment que l'esclavage que le Sud considère comme un mal nécessaire à sa survie, est entièrement responsable du retard économique dont il souffre. Dès 1830, le fossé se creuse entre les uns et les autres. Dans le Nord, le sentiment abolitionniste gagne en puissance, encouragé par le mouvement des *Free Soilers*⁴ qui s'opposent énergiquement à toute extension de l'esclavage aux territoires de l'Ouest. Pour les Sudistes, l'esclavage représente un état de fait dont ils ont hérité et dont ils ne se

² En 1803, les Etats-Unis achetèrent à la France, pour la modique somme de quinze millions de dollars, l'immense territoire de la Louisiane qui s'étendait du nord et de l'ouest du Mississippi jusqu'aux Montagnes Rocheuses.

³ Forner E., *Slavery and Politics*, p. 86.

⁴ Les partisans du sol libre.

sentent pas responsables. En fait, seule une minorité d'entre eux possède des esclaves. Le recensement de 1860 ne fait apparaître que quarante-six mille deux cent septante-quatre planteurs dans l'ensemble des Etats esclavagistes. Sont considérés comme planteurs ceux qui possèdent au moins vingt esclaves. Plus de la moitié de ces derniers travaille dans des plantations. Certains agriculteurs indépendants, dont septante pour cent détiennent moins de quarante hectares, ont aussi de la main-d'œuvre servile, mais pas la plupart. C'est notamment le cas des *pauvres Blancs* qui se situent au bas de l'échelle de la société sudiste. On comprend pourquoi les planteurs qui possédaient la majorité des esclaves avaient intérêt à perpétuer cette institution. Paradoxalement, les agriculteurs libres et les *pauvres Blancs* la soutiennent tout autant car ils craignent que s'ils sont affranchis, les Noirs se disputeront leurs terres. De plus, la présence des esclaves les rehausse dans la hiérarchie sociale, et ils ne sont pas enclins à abandonner de bon gré ce privilège.

Dans les plantations du XIX^e siècle, le maître surveille personnellement ses esclaves selon l'ancienne tradition patriarcale. L'introduction de cultures cotonnières à grande échelle dans le Sud profond incite cependant le planteur à confier progressivement cette tâche à des régisseurs professionnels. Pour conserver leur emploi, ceux-ci exigent de leurs serfs le meilleur rendement. L'esclavage est, par nature, un régime fondé sur la brutalité et la coercition. Les coups sont fréquents et les membres d'une même famille sont souvent séparés lors de leur vente aux enchères. En fin de compte, ce n'est pas le comportement des maîtres et des intendants qui suscite les critiques les plus virulentes des antiesclavagistes, mais bien la violation du droit inaliénable de chaque être humain à la liberté. Sous la pression de l'opinion nordiste, les dirigeants politiques du Sud, les membres des professions libérales et la plus grande partie du clergé ne cherchent plus à se disculper mais, au contraire, ils se font ouvertement les ardents défenseurs de l'*institution particulière*.

A titre d'exemple, citons les journalistes sudistes qui ressassent dans leurs colonnes que les rapports de maître à esclave sont plus humains dans un système esclavagiste que les relations de patron à salarié dans la société industrielle nordiste. Dans l'arène politique nationale, les Sudistes cherchent principalement à sauvegarder et à promouvoir les intérêts du secteur cotonnier esclavagiste. L'invention par Eli Whitney de l'égreneuse mécanique ouvre la voie à la culture massive du coton. Son expansion se révèle capitale car la monoculture épuise rapidement les sols et exige de nouvelles terres fertiles. En outre, le Sud est convaincu qu'il lui faut acquérir des territoires supplémentaires pour constituer d'autres Etats esclavagistes afin de contrebalancer l'admission de futurs Etats libres dans l'Union. Le *Free Soiler* nordiste, partisan de la liberté, voit dans ces théories sudistes les bases d'une conspiration visant à développer davantage l'esclavage. Durant les années 1830, les divergences engendrées par ces deux courants de pensée diamétralement opposés s'amplifient à un point tel que le débat politique ne peut les ignorer plus longtemps.

NAISSANCE DES ABOLITIONNISTES

Issu de la guerre d'Indépendance, en 1808 un premier mouvement antiesclavagiste remporte une victoire, lorsque le Congrès abolit la traite des esclaves avec l'Afrique. Par la suite, l'opposition est largement dominée par les Quakers qui continuent de protester mais sans résultat, tandis que la demande de main-d'œuvre noire ne cesse d'augmenter à la suite de l'expansion vers l'Ouest, tout particulièrement dans le delta du Mississippi. Le mouvement abolitionniste, qui fait son apparition au début des années 1830 se caractérise

par sa combativité et son intransigeance. Il demande purement et simplement la suppression immédiate de l'esclavage. Ce courant trouve un leader en la personne de William Lloyd Garrison, un citoyen du Massachusetts, qui allie l'héroïsme fanatique du martyr à la démagogie. Le 1^{er} janvier 1831, Garrison publie le premier numéro de son journal *The Liberator* dans lequel il déclare : *Je lutterai avec acharnement pour l'affranchissement immédiat de tous nos esclaves. Sur ce point, je ne veux ni réfléchir, ni parler, ni écrire avec modération [...] Je suis déterminé, je ne tergiverserai pas, je ne chercherai pas d'excuses, je ne reculerai pas d'un pouce et [...] je me ferai entendre !*⁵

Les méthodes à sensation qu'utilise Garrison ouvrent les yeux des Nordistes sur ce qu'il y a de néfaste dans une institution qu'ils considèrent comme immuable. Il cherche à dévoiler les aspects les plus répugnants de l'*institution particulière* en fustigeant les propriétaires d'esclaves qu'il considère comme des bourreaux et des trafiquants de vies humaines. Il ne reconnaît aucun droit aux maîtres, n'accepte aucun compromis et ne tolère aucun atermoiement. D'autres abolitionnistes plus radicaux, tels que Gerrit Smith, considèrent qu'il faut obtenir des réformes par des moyens plus draconiens. Garrison reçoit le concours de voix puissantes, telles que celles de Theodore Parker, de Charles Burleigh, de Charles Remond ou encore de Frederick Douglass, un ancien esclave fugitif qui galvanisait le public nordiste en prêchant au nom de la société antiesclavagiste du Massachusetts et en écrivant des articles éloquentes dans l'hebdomadaire abolitionniste *The North Star*.

En 1852, la femme abolitionniste Harriet Beecher Stowe publie *La Case de l'Oncle Tom*, un roman inspiré de l'adoption de la loi sur les esclaves fugitifs. Entaché de sentimentalisme et d'une accumulation de clichés, le livre décrit l'inhumanité de l'esclavage et révèle l'incompatibilité naturelle qui existait entre les sociétés favorables à cette institution et celles qui s'y montraient hostiles. Cet ouvrage bouleverse profondément la nouvelle génération d'électeurs du Nord. Diffusé à trois cent mille exemplaires dès sa première année de parution, il inspire un immense enthousiasme à la cause antiesclavagiste car il fait appel aux sentiments profonds de l'être humain qu'exploitaient les esclavagistes.

L'une des principales initiatives du mouvement abolitionniste consiste à braver le *Fugitive Slave Act*⁶ de 1793 en aidant les esclaves fugitifs à trouver un asile dans le nord des Etats-Unis ou de l'autre côté de la frontière canadienne. A cette fin, dès les années 1830, il met en place dans toutes les régions du Nord un réseau secret et complexe, appelé l'*Underground Railroad*.⁷ Ce dernier enregistre ses plus grands succès dans les anciens territoires du Nord-Ouest. Dans le seul Etat de l'Ohio, on estime à plus de cinquante mille les esclaves qui, entre 1830 et 1860, recouvrent ainsi leur liberté. Le nombre de sociétés antiesclavagistes locales accroît à un rythme tel qu'en 1840, on en dénombre environ deux mille qui rassemblent quelque deux cent mille adhérents.

Malgré les efforts déployés par les militants abolitionnistes qui veulent faire de l'esclavage un cas de conscience, une majorité de Nordistes se tient à l'écart de ces mouvements ou s'y oppose brutalement. En 1835 par exemple, une bande d'esclavagistes exacerbés détruit les livres antiesclavagistes consignés à la poste de Charleston, en Caroline du Sud. Quand le receveur des postes déclare qu'il n'assurera dorénavant plus

⁵ Mathews D.G., *I will be Heard*, p. 61.

⁶ Loi sur les esclaves fugitifs.

⁷ L'*Underground Railroad* ou chemin de fer souterrain était un réseau secret que les abolitionnistes avaient créé en réponse au Fugitive Slave Act de 1793, qui contraignait, sous peine d'amende, tout citoyen à renvoyer à leur maître un ou des esclaves fugitifs. Le nombre d'esclaves qui trouvèrent la liberté grâce à ce réseau oscille entre 50 000 et 100 000.

la distribution d'un tel courrier, d'après controverses divisent le Congrès. En 1837, à Alton en Illinois, une foule déchaînée assassine le journaliste abolitionniste Elijah P. Lovejoy et détruit son imprimerie.⁸ Quand les abolitionnistes inondent leurs sénateurs et leurs représentants de pétitions exigeant l'interdiction de l'esclavage dans le district de Columbia, en 1836, la Chambre adopte une règle destinée à reporter automatiquement tout débat sur ce type de requête, ce qui revient carrément à les supprimer. Elle abroge cette disposition en 1844.

LE WILMOT PROVISO DE 1846

En 1836, Sam Houston et ses Texans anéantissent l'armée mexicaine à la bataille de San Jacinto, assurant ainsi l'indépendance du Texas. Pendant près d'une décennie, ce territoire demeure une république autonome avant de devenir, en 1845, le vingt-huitième Etat de l'Union. Bien que le Mexique eût rompu ses relations avec les Etats-Unis lors de l'indépendance du Texas, la question litigieuse des frontières du nouvel Etat reste en suspens. Le Texas réclame toutes les terres situées au nord du Rio Grande. Le Mexique rétorque que la ligne de démarcation passe bien plus au nord, le long de la Nueces River. Entre-temps, les pionniers affluent dans les territoires du Nouveau-Mexique et de la Californie, et nombreux sont les Américains qui proclament que le *Manifest Destiny*⁹ des Etats-Unis est de s'étendre vers l'Ouest, jusqu'à l'océan Pacifique.

Le gouvernement des Etats-Unis s'efforce d'acheter aux Mexicains les territoires du Nouveau-Mexique et de la Californie, mais en vain. En mars 1847, les forces fédérales commandées par le général Winfield Scott débarquent sur la côte orientale du Mexique pour entrer victorieuses dans la capitale Mexico City quelque temps plus tard. Washington négocie alors le traité de Guadalupe Hidalgo par lequel le Mexique lui cède l'actuel sud-ouest des Etats-Unis et la Californie pour la bagatelle de quinze millions de dollars. Ce conflit entraîne un nouveau clivage sur la scène politique nationale car les whigs abolitionnistes dénoncent l'expansionnisme du gouvernement démocrate du président James Polk. A la fin de la guerre, la superficie des Etats-Unis s'est accrue d'un million trois cent soixante mille kilomètres carrés, qui englobent les territoires de l'Arizona, du Nevada, de la Californie, de l'Utah, du Colorado et du Wyoming, et une bonne partie du Nouveau-Mexique. Ce gain territorial est également un cadeau empoisonné car il ravive la querelle sur la question la plus explosive de la politique américaine, à savoir si les nouveaux territoires doivent admettre ou non l'esclavage.

En 1846, David Wilmot, un jeune congressiste de Pennsylvanie tente naïvement de résoudre ce délicat dilemme lorsqu'il introduit à la Chambre une motion qui propose que l'esclavage soit exclu de tout territoire qui serait acquis à l'issue de la guerre avec le Mexique. Son intention est avant tout de dénoncer la connivence entre les Sudistes et le gouvernement démocrate de Polk. Les whigs du Nord et les démocrates qui détestent le président se joignent aux abolitionnistes et autres mécontents pour faire adopter sa proposition. Communément appelée *Wilmot Proviso*¹⁰, cette motion est votée à la Chambre mais rejetée au Sénat. Si Wilmot a manifestement échoué dans sa démarche, il a néanmoins jeté un sérieux pavé dans la mare des partis politiques, tant au nord qu'au sud du pays. Le scrutin présidentiel de 1848 porte à la Maison Blanche le héros de la

⁸ Cet incident constitua un tournant dans la vie de John Brown car c'est à partir de ce moment-là qu'il décida de vouer son existence exclusivement à la cause abolitionniste.

⁹ Destinée manifeste.

¹⁰ Motion Wilmot.

guerre avec le Mexique, le whig modéré Zachary Taylor. Fait sans précédent, la question de l'esclavage a constitué, à elle seule, l'unique enjeu des débats entre les candidats à l'élection. Au lendemain de l'investiture du président, William Seward, alors jeune sénateur de New York, fait cyniquement remarquer que *l'esclavage est désormais devenu un sujet respectable en politique [...] Un étranger qui assisterait à nos débats au Congrès pourrait croire que cette assemblée a été créée spécifiquement pour la protection des Nègres*.¹¹

LE COMPROMIS DE 1850

Jusqu'en 1845, la possibilité de cantonner l'esclavage dans les régions où il existait déjà paraît réelle. Le compromis du Missouri de 1820 en avait circonscrit ses limites, mais l'acquisition de nouveaux territoires repose la question de son éventuelle extension. Nombreux sont les Nordistes qui croient que, faute de possibilités de propagation, l'esclavage finirait par disparaître de lui-même. Pour justifier leur opposition à la création de nouveaux Etats esclavagistes, ils évoquent les déclarations des présidents Washington et Jefferson ainsi que l'ordonnance de 1787 qui prohibait l'extension de l'esclavage dans le Nord-Ouest. Or, le Texas qui autorise déjà cette institution, entre dans l'Union en tant qu'Etat esclavagiste. Cependant, la Californie, le Nouveau-Mexique et l'Utah possèdent peu d'esclaves et, en 1846, lorsque les Etats-Unis en prennent possession, des controverses éclatent entre partis rivaux. Les extrémistes du Sud exigent que toutes les terres rachetées au Mexique soient ouvertes aux esclavagistes. Leurs adversaires nordistes demandent l'application du *Wilmot Proviso* qui interdit l'esclavage dans tous les nouveaux territoires.

Un groupe de modérés suggère encore de prolonger jusqu'au Pacifique la ligne de démarcation établie par le compromis du Missouri, qui n'autorisait l'esclavage qu'au sud de celle-ci. Un autre mouvement propose enfin la *souveraineté populaire*. En substance, cette formule laisse aux habitants d'un futur Etat la liberté d'opter pour ou contre l'esclavage à l'issue d'un vote populaire. L'opinion publique sudiste maintient que tous les territoires disposent du droit d'autoriser l'esclavage. Le Nord affirme avec la même vigueur qu'aucun d'eux ne peut se l'arroger. Lors de la campagne présidentielle de 1848, près de trois cent mille électeurs se prononcent en faveur des candidats présentés par le *Free Soil Party*¹², pour qui la politique est de localiser, de circonscire et de décourager l'esclavage. Le Midwest, le Maryland, le Kentucky et le Missouri se retrouvent encore plus divisés et comprennent désormais de nombreux partisans de la souveraineté populaire ou des adeptes d'une solution de conciliation.

A suivre ...

¹¹ Forner E., *Slavery and Politics*, p. 90.

¹² Les Free Soilers s'organisèrent politiquement en créant le Free Soil Party ou parti du sol libre.